

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1585 - 18 avril 1991 - 4,5 F

### D 1585 HAÏTI: DE LA MISÈRE DÉGRADANTE À UNE PAUVRETÉ DIGNE

Saluée par les milieux intellectuels et populaires d'Haïti comme la "seconde indépendance" après celle de 1791, à l'époque de la 1ère République noire du monde, l'investiture du nouveau président d'Haïti le 7 février 1991 (cf. DIAL D 1572) marque la naissance d'un mouvement politique "original mais extraordinairement fragile". C'est en ces termes que s'exprime l'économiste et politologue Xavier Gorostiaga dont nous avons déjà publié les analyses (cf. DIAL D 1469). Dans l'éditorial de la revue *Pensamiento Proprio* de mars 1991, publié ci-dessous, il montre la signification historique de l'élection du président Aristide et fait état des menaces pesant sur cette véritable révolution populaire et pacifique, inédite dans l'histoire politique de l'Amérique latine.

Note DIAL

### LE TORRENT HAÏTIEN

*Haïti pourrait être la première révolution non armée de l'histoire si le projet "Lavalas", lancé par l'actuel président Jean-Bertrand Aristide, parvient à se consolider. Ce qui se passe aujourd'hui en Haïti peut avoir, pour l'Amérique latine et le tiers-monde, un impact semblable à celui qu'avaient eu la révolution cubaine dans les années soixante, la révolution sandiniste et l'insurrection du FMLN en El Salvador dans les années soixante-dix et quatre-vingt.*

*Lavalas*, en créole, signifie le torrent d'un vaste mouvement de mobilisation des organisations populaires et de la société civile pour la construction d'une nouvelle société de justice, de participation et de transparence.

Le phénomène Aristide, charismatique, populaire, original, à l'origine d'un front de masses élargi et pluraliste, présente d'étroites coïncidences avec le phénomène du Parti des travailleurs de Lula au Brésil, du Parti de la révolution démocratique de Cárdenas au Mexique, et avec la nouvelle gauche latino-américaine qui promeut l'action politique à partir de la société civile, sans avoir recours aux armes pour susciter le changement révolutionnaire et instaurer la démocratie dans tous les secteurs de l'existence. Comme l'a déclaré Aristide dans son discours inaugural: "*La démocratie en Haïti veut dire justice.*"

Ce phénomène ne peut être assimilé à la révolution cubaine, sandiniste ou salvadorienne, même si leurs finalités de transformation coïncident. Le phénomène *Lavalas* jaillit directement de l'organisation populaire et non point d'un parti politique. En Haïti, la participation populaire s'est principalement manifestée dans les commu-

nautés chrétiennes de base, qui ont été le lieu central du "déchoukage" ayant abouti à la chute de Duvalier.

La désinformation et le cynisme qui président à la manipulation de la figure d'Aristide et des événements d'Haïti ont pour objectif de disqualifier ce mouvement politique. Deux cents ans après la première rébellion des esclaves de 1791 dans le continent, le peuple réduit en esclavage par la dictature et la misère crie aujourd'hui "Lavalas".

Transparence, justice et participation résument les objectifs de cette mobilisation populaire élargie et pluraliste qui transcende même le Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), artisan de la candidature présidentielle d'Aristide. Celui-ci vise à un front élargi des principales organisations de la société civile, avec un projet de **restauration de la dignité des citoyens et de sa base matérielle et politique**. Est-ce possible dans le pays le plus pauvre d'Amérique latine, avec 80% d'analphabètes, avec une armée intacte dont l'histoire est semée de tortures, d'assassinats et de coups d'Etat, avec une hiérarchie ecclésiastique qui s'est opposée à Aristide dans sa majorité, avec une ambassade nord-américaine qui avait parié sur Marc Bazin et l'avait soutenu? Ce pays de la misère peut-il être la plateforme d'une révolution de la société civile qui soit légale et non armée?

#### Quatre victoires

Aristide et le mouvement "Lavalas" ont obtenu quatre victoires importantes le jour de l'investiture:

1. **La hiérarchie de l'Eglise** a pleinement reconnu la légitimité d'Aristide et lui a offert son soutien lors du Te Deum solennel dans la cathédrale. Ce ne sont pas les neuf évêques qui ont dominé dans la célébration eucharistique, mais à nouveau le peuple dans un torrent de chants, de danses, d'applaudissements et de cris qui n'étaient guère liturgiques ni protocolaires. La paix entre la hiérarchie et le premier président prêtre est un phénomène nouveau dans l'histoire de l'Eglise, d'autant plus significatif que le président Aristide, dans sa campagne électorale puis dans son discours d'investiture, reconnaît être du courant de la théologie de la libération.

2. **Le contrôle des militaires** a été le fait le plus marquant de la journée du 7 février. Le président Aristide a sollicité du commandant en chef de l'armée, le général Hérard Abraham, le "passage bien mérité aux cadres de réserve" de six généraux et d'un colonel, en suggérant la promotion d'officiers de rang inférieur dont il est donné les noms et prénoms, après avoir reconnu qu'il n'avait pas autorité constitutionnellement pour procéder à ces nominations. Les rumeurs de coup d'Etat qui ont circulé dans l'après-midi des 7 et 8 février se sont dissipées quand la foule a encerclé la forteresse de Fort-Dimanche. Les généraux et le colonel ont accepté leur passage aux cadres de réserve.

3. **La normalité avec les Etats-Unis** a été l'autre grande surprise du 7 février. Le président n'a pas directement mentionné les Etats-Unis dans son discours, évitant ainsi la confrontation anti-impérialiste qui avait dominé les révolutions cubaine, sandiniste et salvadorienne. La référence indirecte d'Aristide aux Etats-Unis a été la mention de la phrase de l'ambassadeur nord-américain, qui avait déclaré: "*Après la fête, les tambours sont lourds*"; Aristide a répondu en disant: "*Nos mains réunies peuvent porter le tambour de l'avenir*". Le président a mentionné l'aide de la France, du Canada, de l'Allemagne et de Taïwan, mais n'a pas mentionné celle des Etats-Unis. Le lendemain Bernard Aronson, sous-secrétaire d'Etat, offrait lui-même au président Aristide 83 millions de dollars qui n'avaient jamais été sollicités par Haïti. Les commentaires surpris des quarante-huit délégations internationales ayant assisté à l'investiture ont relevé qu'Aristide n'a demandé l'aide de personne. Il a simplement reconnu l'aide qui était déjà parvenue effectivement au pays, comme élément de la transparence consistant à rendre compte au peuple des ressources disponibles.

4. **Les relations cordiales avec la République dominicaine**, laquelle pourrait devenir le Honduras du mouvement de libération haïtien (1), a été la quatrième victoire du jour de l'investiture. Le président Joaquin Balaguer et le gouvernement dominicain considèrent clairement le phénomène haïtien comme une menace contre leur stabilité politique, compte tenu de la fraude électorale, de la formidable corruption et de la crise économique du pays. Cependant, un groupe de sénateurs et de députés dominicains appartenant aux partis de Juan Bosch et de Francisco Peña Gómez ont assisté à l'investiture en geste de soutien fraternel; ils ont invité les membres de l'Assemblée et du Sénat haïtien à rendre visite à la partie voisine de l'île. La diminution de la tension entre Haïti et la République dominicaine peut être un facteur supplémentaire de stabilisation de ce processus original, mais extraordinairement fragile.

#### Les menaces intérieures

La principale menace à l'encontre du mouvement "Lavalas" est le peuple haïtien lui-même. Son degré de misère, son analphabétisme, son manque de terres par suite du désastre écologique, conjointement avec l'explosion des attentes de tout un peuple qui a retrouvé "*l'espoir de vivre pour vivre avec espoir*", constituent en effet la menace principale.

Le Front national pour le changement et la démocratie n'a pas la capacité d'organisation ni les cadres suffisants pour élaborer une plateforme de gouvernement. Aristide a annoncé la nouvelle phase du mouvement qu'il a appelée l'"Organisation Lavalas", mettant ainsi fin à la phase de mobilisation de l'"opération Lavalas" (2). Quelque 60% de la population urbaine relevant du secteur informel et un million de paysans sans terre, dans un pays désertique et avec peu de sols cultivables, n'offrent pas de grandes possibilités de stabilité politique. Le charisme de "Titid" devra faire face à ces expectatives à court terme. Le *New York Times* a qualifié Aristide de "*mélange d'Ayatollah et de Fidel Castro*", jugement qui, par-delà le sarcasme, reflète probablement le caractère de ce leadership politique.

La seconde menace est l'Etat. Les partis politiques de la coalition qui soutient aujourd'hui le mouvement "Lavalas" entendent exercer des responsabilités ministérielles et participer à la direction de l'Etat. Le 8 février les disputes pour les ministères étaient à l'ordre du jour. Aristide et le FNCD, avec leur 67% des voix, exercent une nette hégémonie sur Bazin et l'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès (ANDP) avec leur 14% de voix. L'ensemble des partis qui soutiennent Aristide pourrait atteindre quelque 80% de l'électorat, ce qui est un phénomène unique dans l'histoire récente de l'Amérique latine. La composition de l'équipe gouvernementale sera facilitée par la nomination du premier ministre René Préval, ingénieur et militant du FNCD, qui présidera le conseil des ministres et exercera le pouvoir exécutif.

"*Je serai le président de l'opposition*", a répondu Aristide aux questions du mouvement paysan qui accusait le mouvement "Lavalas" d'être dominé par des secteurs intellectuels et par la bourgeoisie. Aristide entend laisser l'exécutif entre les mains du premier ministre pour se faire le défenseur de la transparence, de la justice et de la participation du peuple. La prééminence de l'organisation populaire sur l'Etat est la façon pour Aristide de dépasser les contradictions inhérentes au mouvement "Lavalas" créé par lui.

#### Les menaces extérieures

Les Etats-Unis avaient misé sur Bazin, et l'ambassade nord-américaine avait à plusieurs reprises garanti la nette victoire du candidat de l'ANDP. Le *Miami Herald* et le

[1] Allusion au rôle de plaque tournante de la contre-révolution sandiniste joué par le Honduras dans les années 80, sur pression des Etats-Unis (NdT).

[2] A la date du 4 février 1991 (NdT).

*New York Times* se sont fait l'écho, en début février, des histoires selon lesquelles l'ancien président Jimmy Carter aurait demandé à Aristide de reconnaître la victoire de Bazin avant même la fin des résultats des urnes. La victoire écrasante d'Aristide, non seulement en ville mais jusque dans le fief de Bazin où son organisation était la mieux implantée électoralement, a contraint les représentants nord-américains à reconnaître la légitimité et le caractère absolu du triomphe d'Aristide. Les liens des Etats-Unis avec les forces armées d'Haïti seront la preuve de la coopération nord-américaine, plus que les millions de dollars d'aide pouvant être fournis au nouveau gouvernement.

La menace économique est probablement la menace structurelle la plus forte. Le gouvernement de l'ancienne présidente provisoire Ertha Trouillot a laissé le pays dans une situation de banqueroute totale. La guerre du golfe, la crise de l'Europe de l'Est, la grave récession nord-américaine et la crise économique de l'Amérique latine n'offrent guère de perspectives d'une aide financière importante à Haïti. La possibilité de récupérer les millions de dollars détournés par Duvalier et par le gouvernement antérieur est susceptible d'aider le gouvernement actuel à respirer un peu financièrement. La décision judiciaire d'empêcher l'ancienne présidente Ertha Trouillot de sortir du pays, ainsi que trois cents fonctionnaires et membres de ce qu'on appelle l'"économie tonton macoute", pourrait également aider le nouveau gouvernement à respirer financièrement un tout petit peu mieux s'il parvient à récupérer des fonds substantiels. Pour sa part, Aristide s'efforce de convaincre le peuple que la solution ne vient pas du dehors. "A mains nombreuses fardeau léger", répète-t-on constamment. "Seul on est faible, ensemble on est fort, ensemble on est le torrent": telles sont les formules qui entendent mobiliser toutes les ressources d'une culture ancestrale profonde comme moyen de créer la nouvelle Haïti.

#### La responsabilité internationale

La communauté haïtienne aux Etats-Unis, au Canada, en France et au Mexique représente un potentiel économique appréciable pour Aristide. On estime à une somme de 400 à 500 millions de dollars annuels les contributions familiales du million de Haïtiens en diaspora. Si le gouvernement d'Aristide parvient à canaliser ce montant de façon productive, il est possible qu'il augmente encore en raison de sa rentabilité et de sa capacité de reconstruction du pays.

Cependant, vu la misère de la majorité de la population, le pays aura besoin d'une injection économique substantielle si les attentes soulevées par "Lavalas" ne sont pas ruinées par les demandes qu'elles impliquent. Par ailleurs, l'information internationale sur ce qui se passe en Haïti a été folklorique - pour user d'une terme clément. Elle n'a pas su saisir le sens de cette longue marche de 1791 à 1991, la marche commencée avec la première rébellion d'esclaves dans le continent qu'avait déclenchée un prêtre vaudou appelé Boukman et qui allait mener à l'insurrection et à la première indépendance en Amérique latine. Les pères fondateurs Toussaint-Louverture, Dessalines, Christophe et Pétion sont, aujourd'hui 7 février en Haïti, acclamés par un nouveau pays. Un nouveau peuple qui exige le respect, la confiance et le soutien à tant de souffrance et de sang accumulés, face à une communauté internationale qui l'observe avec un mélange de cynisme, de compassion et de surprise devant l'explosion de joie et d'espoir qui sont des denrées devenues rares au Nord mais qui relèvent au Sud les esprits abattus.

Xavier Gorostiaga  
président du CRIES

(Coordination régionale d'investigations économiques et sociales)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441